

Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique

Isabelle Facon, Chargée de recherche
(20 janvier 2006)

« *L'année 2005 se termine, au cours de laquelle les relations entre la Russie et la Chine ont atteint un niveau sans précédent. Ces relations se sont enrichies de nouvelles initiatives, sont devenues un fondement solide pour la sauvegarde des intérêts de long terme de nos pays et de nos peuples* », écrivait tout début 2006 le président Poutine dans un message adressé à son homologue chinois¹. De fait, 2005 a à première vue constitué une année de consolidation remarquable pour les rapports sino-russes. Le regain d'articles alarmistes, dans la presse occidentale, sur la profondeur du « partenariat stratégique » russo-chinois en témoigne.

Réaffirmation d'une amitié pragmatique

A l'occasion d'une visite de Hu Xintao à Moscou (30 juin-3 juillet 2005), les présidents de ces deux pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU proposaient une « Déclaration conjointe sur l'ordre international au 21^{ème} siècle », destinée à rappeler à la communauté internationale leur volonté partagée de promouvoir un « *ordre mondial juste et rationnel, reposant sur les principes et normes universellement reconnus du droit international* », valorisant le rôle central de l'ONU². Ces formulations désormais classiques de la rhétorique qui environne la construction du « partenariat stratégique » sino-russe depuis sa proclamation en 1996 ont retenu tout particulièrement l'attention des observateurs en 2005 parce qu'elles accompagnaient cette fois-ci des réalités concrètes potentiellement préoccupantes.

De fait, quelques semaines plus tard, du 18 au 25 août 2005, les deux pays tenaient, pour la première fois depuis la normalisation de leurs relations

¹ strana.ru, 4 janvier 2006.

² « Sovmestnaïa deklaratsiia Rossiïskoï Federatsii i Kitaïskoï Narodnoï Respubliki o mejdounarodnom poriadke v XXI veke » [Déclaration conjointe de la Fédération de Russie et de la République populaire de Chine sur l'ordre international au 21^{ème} siècle], 1^{er} juillet 2005, Moscou.

en 1989, un exercice militaire conjoint dont l'ampleur a frappé les esprits. Cet exercice, « Mirnaïa Missiia » [Mission de paix], a mis en présence environ 10 000 hommes, et mobilisé 70 sous-marins et navires de guerre, ainsi que des bombardiers stratégiques. Le scénario de l'exercice présentait la péninsule de Shandong comme un État fictif en proie à des troubles ethniques violents ; les forces russes et chinoises, mandatées par l'ONU, s'engageaient pour séparer les parties et rétablir l'ordre. Les manœuvres, qui se sont déroulées en trois phases, étaient diverses : établissement d'un blocus aérien et maritime d'une zone côtière saisie par des « terroristes », parachutages, lancements de missiles anti-navires à partir de sous-marins, largage de bombes de précision guidées à partir de bombardiers stratégiques... Les observateurs auront tous noté que ces exercices de grande envergure (trop grande pour évoquer uniquement des opérations contre-terroristes) semblaient surtout destinés à faire démonstration du sérieux de la puissance militaire des deux pays dans la zone Asie Pacifique et donnaient l'impression de constituer un signal direct à Taiwan³.

En outre, le dernier trimestre de 2005 a vu la signature de nouveaux contrats d'armement, semblant confirmer la « coopération militaro-technique » (exportations d'armement et transferts de technologies militaires) comme un des points forts de la relation Moscou-Pékin⁴ : 100 moteurs AL-31FN pour le F-10 chinois (montant : 300 millions de dollars), 150 moteurs AL-31F (montant : plus de 580 millions de dollars), 100 moteurs RD-93 pour le FC-1 chinois (montant : probablement 270 millions de dollars), 34 avions de transport Il-76MD (montant : probablement plus d'1 milliard de dollars), 4 avions ravitailleurs Il-78 (montant : probablement 120 millions de dollars), 240 moteurs D-30KP-2 (pour les 38 avions vendus en 2005 ; montant : 300 millions de dollars)⁵.

Ces événements ont eu un retentissement d'autant plus fort en Occident, notamment aux États-Unis, que le regain apparent de dynamisme de la relation politique et stratégique sino-russe semble avoir un certain effet d'entraînement en Asie du sud et centrale. En 2005, la visibilité de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée en 1996 à l'initiative de Moscou et Pékin, et réunissant, outre la Chine et la Russie,

³ Pour une analyse détaillée des exercices « Mission de paix », voir, entre autres, Mikhail Lukin, « Peace Mission 2005: A 1970s Template for Sino-Russian 'Peacekeeping' », *Moscow Defense Brief*, n° 2, 2005 (<http://mdb.cast.ru>); et Marcel de Haas, « Russian-Chinese Military Exercises and Their Wider Perspective: Power Play in Central Asia », *Russian Series*, Conflict Studies Research Centre, 05/51, octobre 2005.

⁴ L'industrie russe est devenue le principal fournisseur d'armes et de technologies militaires de l'armée chinoise (85 % des importations chinoises d'armement depuis le début des années 1990). Les grands contrats d'armement chinois, représentant de 40 à 50 % des exportations russes d'armement sur l'ensemble de la période 1992-2004, ont permis à de nombreuses entreprises russes de survivre à l'assèchement des commandes nationales pendant la décennie 1990. Aujourd'hui encore, les succès russes à l'exportation observés depuis 2001 sont liés à l'importance des commandes chinoises : celles-ci ont, dans une grande mesure, porté la croissance des volumes de production du complexe industriel de défense au cours des dernières années.

⁵ Données du Centre d'Analyse sur les Stratégies et les Technologies (CAST) de Moscou, décembre 2005.

quatre des cinq républiques d'Asie centrale ex-soviétique (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan), s'est renforcée. Les exercices « Mission de paix » se déroulaient officiellement dans le cadre des activités anti-terroristes de l'OCS (y assistaient des représentants militaires des autres pays membres et des pays ayant rang d'observateur). En outre, en 2005 également, l'Inde, le Pakistan et l'Iran ont acquis le statut d'observateurs au sein de l'Organisation (seule la Mongolie avait déjà obtenu ce statut). Par ailleurs, en juin à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe, les ministres chinois, russe et indien des Affaires étrangères se rencontraient. A l'occasion de cette rencontre informelle⁶, ils faisaient part de leur volonté de coopérer dans les affaires internationales, dans les domaines politique, économique et sécuritaire, et discutaient diverses questions de sécurité – terrorisme, lutte contre la criminalité organisée, trafics de drogue, etc.⁷

Les États-Unis au centre du jeu politique et stratégique sino-russe

Washington a de bonnes raisons de prêter attention à ces mouvements : clairement, la Russie et la Chine, dans leur volonté de rapprochement en 2005, étaient fortement motivées par le désir d'envoyer un message politique aux États-Unis. En cela, rien de très nouveau. La « complicité internationale » affichée par la Russie et la Chine depuis le début des années 1990 repose en grande partie sur leur volonté commune de s'opposer à « l'hégémonisme » des États-Unis et de défendre un mode d'organisation du monde non fondé sur les seules valeurs occidentales. Les événements de 2005 ont été présentés en Russie précisément sous cet angle. Commentant les exercices « Mission de paix », Aleksandr Douguine, leader du mouvement « Eurasia » et dont les positions sur l'avenir des équilibres géopolitiques ne sont pas sans écho au sein des élites politiques et intellectuelles russes, affirmait en substance qu'il s'agissait de la manifestation d'un « *affrontement de plus en plus vif des deux modèles de demain : la vision américaine de l'empire mondial avec les États-Unis à sa tête, et la conception des peuples et des pays qui rejettent l'architecture unipolaire au profit de la multipolaire* »⁸.

⁶ C'était la quatrième du genre, mais pour la première fois, les trois ministres ne se rencontraient pas en marge d'un forum ou d'un sommet international.

⁷ Le directeur du département « Pays de l'ASEAN-problèmes de l'Asie » du ministère russe des Affaires étrangères, Aleksandr Ivanov, a considéré que la coopération au sein du triangle Chine-Russie-Inde avait toutes les chances de devenir un facteur important dans la politique mondiale (cité in Mark A. Smith, « Russian Foreign Policy: A Chronology », April/June 2005, disponible sur le site du Conflict Studies Research Centre, <http://www.da.mod.uk/CSRC>). Quelque temps plus tard, Andreï Kokochine, président de la commission de la Douma pour la CEI et vice-président, pour la partie russe, de la commission d'amitié sino-russe pour la paix et le développement, annonçait, lors d'une intervention à l'Université Lomonosov de Moscou, que le triangle Russie-Chine-Inde était appelé à jouer un rôle de plus en plus notable dans l'espace ex-soviétique (Interfax-AVN, 1^{er} septembre 2005).

⁸ Cité in RIA-Novosti, 18 août 2005.

En 2005 comme à tous les moments clefs du développement du partenariat sino-russe, les initiatives bilatérales destinées à démontrer la force de ce partenariat étaient nettement sous-tendues par la volonté des deux nations de manifester leur solidarité stratégique en réponse à des difficultés dans leurs relations avec les pays occidentaux, en premier lieu Washington. La Russie voit le climat de ses rapports avec les États-Unis se détériorer, en raison de l'évolution de sa situation politique intérieure, et des tensions sur un certain nombre de dossiers internationaux, au premier rang desquels ses rapports avec les États ex-soviétiques. Quant à la RPC, elle fait l'objet d'un regain de vigilance stratégique de la part des Américains, suite à l'affirmation d'une position plus explicitement dure vis-à-vis de Taiwan (cf. la Loi anti-sécession, promulguée le 14 mars 2005).

En juillet, une déclaration adoptée à l'issue du sommet d'Astana de l'Organisation de coopération de Shanghai, devenue un des forums d'expression privilégiés de la communauté de vues entre Moscou et Pékin, appelait les États-Unis à établir un calendrier pour le retrait de leur présence militaire du territoire des pays membres de l'OCS (« *Compte tenu du fait que s'est achevée la phase militaire active de l'opération anti-terroriste en Afghanistan, les États membres de l'Organisation de coopération de Shanghai jugent nécessaire que les membres concernés de la coalition anti-terroriste déterminent les délais définitifs de l'utilisation temporaire des infrastructures ... et du déploiement des contingents militaires sur le territoire des pays membres de l'OCS* »)⁹. La même déclaration appelait la communauté internationale à respecter la « *diversité des cultures et des civilisations dans le monde* », à assurer « *le droit de chaque peuple à sa propre voie de développement* », le tout dans l'esprit de « *l'égalité en droits et du respect mutuel, et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays souverains* » – autant de références indirectes à l'opposition des membres de l'OCS aux efforts de certains pays visant à imposer la démocratie de l'extérieur, à la participation plus ou moins directe d'acteurs américains (ONG, fondations, etc.) aux « *révolutions de couleur* » dans l'espace post-soviétique, que Russes comme Chinois ne souhaitent pas voir se répéter en Asie centrale. Ces prises de position relèvent directement d'une préoccupation qui mobilise Moscou et Pékin selon laquelle les puissances occidentales, États-Unis en tête, sont excessivement enclines à engager, au nom de la défense des droits de l'homme et de la démocratie, des mesures interventionnistes, y compris militaires, menaçantes pour la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de certains États¹⁰.

⁹ « Deklaratsiia glav gosoudarstv-tchlenov Chankhaïskoï organizatsii sotroudnitchestva » [Déclaration des chefs d'État des pays membres de l'Organisation de coopération de Shanghai], Astana, 5 juillet 2005. Quelques jours plus tard, Tachkent donnait six mois à Washington pour retirer ses forces du territoire ouzbek.

¹⁰ La déclaration bilatérale sur l'ordre international au 21^{ème} siècle précise que « *Tous les pays doivent respecter strictement les principes du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-agression, de la non-ingérence dans les affaires des États tiers, de l'égalité et de l'avantage mutuel, de la coexistence pacifique* » ; et que « *Le droit de tous les pays à choisir leur type de développement conformément à leurs*

Des agendas stratégiques autonomes : la prudence russe

Toutefois, une autre tendance lourde perdure dans le partenariat sino-russe : Moscou et Pékin demeurent dans une même mesure désireuses d'entretenir leurs relations bilatérales respectives avec les États-Unis, et de réserver à ces derniers une importance prioritaire dans leur agenda diplomatique. Les motivations sont similaires : la RPC et la Fédération de Russie souhaitent approfondir, en dépit des difficultés posées par la nature de leur régime interne, leur intégration dans la vie politique et économique internationale, ce qui suppose d'éviter des tensions trop fortes avec les États-Unis. Les objectifs que les deux pays poursuivent dans ce contexte ne sont pas toujours en harmonie avec ceux de leur coopération politique bilatérale. C'est ainsi que la RPC a eu à ressentir, à différentes reprises, les limites de la solidarité stratégique de Moscou. La Russie, par exemple, cherche à promouvoir des projets de coopération avec les pays de l'OTAN dans le domaine des défenses anti-missiles de théâtre alors que la Chine juge que de tels systèmes peuvent avoir un impact négatif sur sa sécurité. De la même manière, des critiques ont été exprimées, certes de manière feutrée, sur le choix de Moscou de ne pas s'opposer au déploiement de forces de l'OTAN dans les républiques d'Asie centrale ex-soviétique au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

La volonté de ne pas heurter Washington compte au nombre des facteurs de la retenue relative des autorités russes en matière de ventes d'armes à la RPC. Contrairement aux pronostics faits à cet égard, les récents accords sur les ventes d'armes à la Chine n'incluent pas des bombardiers, alors que la Chine aurait manifesté un intérêt pour acquérir des Tu-22M3. De même, concernant les exercices de l'été 2005, la Chine aurait souhaité, après que l'idée ait été abandonnée de tenir les manœuvres russo-chinoises dans la région autonome du Xinjiang (ce qui aurait sans doute été davantage conforme à l'objectif affiché de l'exercice d'améliorer la coordination antiterroriste entre pays de l'OCS¹¹), que l'exercice soit mené à proximité de Taiwan, dans la province maritime du Zhejiang. Les officiels russes auraient jugé que l'initiative aurait alors été excessivement provocatrice et obtenu que l'exercice se déroule plus au nord (province de Shandong)¹². Le ministre russe de la Défense a d'ailleurs précisé que l'exercice bilatéral ne signifiait pas que la Russie se tenait prête à mener des opérations de combat communes avec la Chine. La contribution modeste de la Russie en termes de mise à disposition de forces (1 800 hommes sur les quelque 10 000 impliqués dans la manœuvre) s'inscrirait dans cette logique. Ce ne furent pas là les seuls sujets de controverse entre Russes et Chinois dans la

spécificités nationales doit être pleinement garanti, de même que leur participation à égalité de droits aux affaires internationales, et leur développement sur un pied d'égalité ».

¹¹ La partie chinoise aurait rejeté cette option (Mikhail Lukin, « Peace Mission 2005: A 1970s Template for Sino-Russian 'Peacekeeping' », op. cit.).

¹² *Kommersant*, 17 mars 2005 ; « China and Russia: Brothers in Arms ? », *Japan Times*, 25 août 2005. Dans la presse russe mais aussi japonaise, certains ont considéré que le scénario de « Mission de paix » évoquait peut-être l'hypothèse d'une occupation de la Corée du Nord.

détermination du format et de l'organisation de l'exercice¹³. L'on relèvera également que certaines personnalités politiques russes ont émis des avis négatifs sur la Loi anti-sécession, estimant qu'elle pourrait susciter inutilement une détérioration de la situation régionale.

La RPC, amie ou rivale de la Russie ?

Pour Pékin, la Russie représente un partenaire intéressant dans les contextes de tension avec les pays occidentaux. Côté russe, les choses sont plus compliquées. Si, pour le Kremlin, des relations positives avec la Chine peuvent servir d'argument lorsque des difficultés se dessinent dans les rapports avec Washington ou Bruxelles, il n'en demeure pas moins que, considérée dans une perspective de plus long terme, la préservation de relations aussi bonnes que possibles avec l'Occident apparaît d'autant plus comme une nécessité pour Moscou que celle-ci se sent potentiellement menacée par le dynamisme économique de la Chine, et qu'elle est « perturbée » par son opacité stratégique. D'ailleurs, 2004 avait été une année plus mitigée que 2005 pour le partenariat stratégique sino-russe. Après un « âge d'or » d'une dizaine d'années, des tensions dans la coopération militaro-technique se sont dessinées, avec une intensification des pressions chinoises sur le fournisseur d'armes russe appelant à une évolution qualitative de la coopération militaro-technique bilatérale. Au printemps, la RPC avait réclamé la levée, par la voix de son ministre de la Défense Cao Gangchuan, des restrictions pesant encore sur les transferts d'armes et de technologies russes. Dans le même temps, les autorités chinoises faisaient savoir qu'elles entendaient faire évoluer la balance de la coopération militaro-technique avec la Russie, pour atteindre un ratio 30 % pour les achats d'armement / 70 % pour les achats de technologie (actuellement la proportion est inverse)¹⁴. Certes, cette année-là, les pourparlers bilatéraux sur l'adhésion de la Russie à l'OMC avaient abouti, et, à l'occasion de la visite en Chine de Vladimir Poutine, à la mi-octobre, les deux pays s'étaient enfin entendus sur la démarcation des frontières communes¹⁵. Mais les propos critiques tenus par un certain nombre d'experts et d'hommes politiques sur cet accord, jugé trop favorable à la partie chinoise, traduisirent la persistance, en Russie, de perceptions méfiantes quant aux intentions, à terme, du partenaire chinois vis-à-vis de son voisin russe¹⁶. 2004 avait en outre été marquée par des tensions liées à

¹³ Yu Bin, « Russia and China Together Again, Gingerly », *YaleGlobal Online*, 6 septembre 2005.

¹⁴ Source diplomatique citée in AFP, 19 décembre 2003.

¹⁵ La loi de ratification de ces accords a été adoptée par la Douma le 20 mai 2005 et approuvée par le Conseil de la Fédération le 25 mai. Le président Poutine a signé la loi le 1^{er} juin. Le 2 juin, lors de la rencontre tripartite à Vladivostok, les ministres des Affaires étrangères russe et chinois ont ainsi pu échanger les documents de ratification de l'Accord additionnel entre la Fédération de Russie et la RPC sur la frontière d'État russo-chinoise dans sa partie orientale.

¹⁶ Ces analyses reposent notamment sur les inquiétudes liées au caractère potentiellement dangereux, vu de Moscou, de la combinaison des flux migratoires chinois importants dans les territoires sibériens et extrême-orientaux et de la montée des besoins de la RPC en ressources énergétiques, présentes en abondance dans ces mêmes territoires. Pour Dmitriï Rogozine, le « patron » du parti nationaliste « Rodina » (la Patrie), la Chine représente pour la Russie une « menace démographique » (cité in « Looking to the

l'affaire Youkos. Cette dernière, suite à l'arrestation de M. Khodorkovskii, avait suspendu ses livraisons à la Chine. Le mécontentement exprimé à cette occasion par la RPC rejoignait des inquiétudes plus larges de Pékin quant aux incertitudes entourant les choix de Moscou sur le tracé du futur oléoduc oriental. A ce jour, même si les décisions les plus récentes du gouvernement russe à cet égard sont plutôt favorables à la RPC (contrairement à la situation en vigueur à la fin de 2004, plus favorable aux intérêts japonais), les positions du Kremlin semblent encore susceptibles de fluctuer¹⁷, ce qui donne *a priori* quelque justification aux commentaires de certains experts selon lesquels Moscou souhaiterait, à travers une politique d'exportation des hydrocarbures restrictive, contribuer à freiner le dynamisme économique chinois.

Les autorités russes ont pleinement conscience du décalage de puissance économique qui sépare leur pays de la Chine. Moscou, au même titre que les Etats-Unis, l'Europe, le Japon ou l'Inde, s'interroge sur l'utilisation que la RPC va faire des fruits de sa croissance. A cet égard, deux sujets préoccupent tout particulièrement les élites russes pour les moyen et long termes :

- *le risque que le différentiel technologique entre la Chine et la Russie se comble progressivement*, mettant en cause la « fidélité » du client chinois dans les secteurs où il a encore besoin de l'expertise et des savoir-faire russes, voire faisant de lui un concurrent potentiel sur les marchés internationaux. C'est vrai, notamment, du domaine de l'armement. Pour l'heure, de l'avis de la plupart des experts, les processus industriels chinois se caractérisent par un manque d'efficacité, des capacités technologiques et des compétences humaines moyennes, le tout expliquant que le *reverse engineering* ne donne que des résultats mitigés. Toutefois, dès la fin des années 1990, ils étaient nombreux à juger crédible, avec Dmitri Trenine¹⁸, la perspective qu'à terme, la Russie « *pourrait perdre son avance technologique sur la Chine, ce qui jusqu'à présent a constitué son principal avantage sur son voisin dans le*

East », *Newsweek International*, 17 janvier 2005). Dans les discussions sur l'organisation de « Mission de paix », la partie chinoise aurait proposé de tenir une partie des exercices sur des sites militaires du *kraï* du Primorie, mais les autorités de la région militaire russe Extrême-Orient auraient rejeté cette proposition parce que les sites concernés sont utilisés pour des entraînements à des opérations contre d'éventuelles attaques chinoises (Mikhail Lukin, « Peace Mission 2005: A 1970s Template for Sino-Russian 'Peacekeeping' », op. cit.).

¹⁷ En juin, Rosneft et la *China National Petroleum Company* signaient un accord de coopération. Le Kremlin a lancé la construction de la première tranche de l'oléoduc oriental en mai 2005 – à savoir la conduite reliant Taïchet à Skovorodino, à soixante kilomètres de la frontière chinoise, d'une capacité de transport annuelle de 30 millions de tonnes. De Skovorodino, 20 millions de tonnes devraient être acheminées vers la Chine. Des doutes pèsent sur la deuxième tranche des travaux, devant permettre de rallier l'océan Pacifique et d'assurer des fournitures au Japon et à la Corée du Sud.

¹⁸ Directeur adjoint du Centre Carnegie de Moscou, il a consacré de nombreux travaux aux relations stratégiques entre la Chine et la Russie.

domaine de la défense »¹⁹. Un fossé se creuserait déjà dans certains domaines, grâce au fait que la Chine finance à un rythme relativement soutenu sa R&D militaire²⁰. Cette inquiétude explique en partie la réticence des autorités russes à accéder aux demandes répétées de leurs homologues chinoises sur la conclusion d'accords de production d'armement sous licence et de coopérations industrielles.

- *le danger que la vitalité économique chinoise permette à la RPC de s'imposer comme puissance dominante dans l'espace centre-asiatique. C'est une des raisons pour lesquelles la Russie considère avec méfiance les accords énergétiques que la Chine passe avec les pays d'Asie centrale (cf., notamment, l'oléoduc Kazakhstan-Chine ; et les investissements chinois dans le secteur des hydrocarbures des républiques d'Asie centrale). Elle perçoit, en outre, que l'Organisation de coopération de Shanghai, qui consacre une part de plus en plus grande de son activité aux dossiers économiques, pourrait servir de plateforme à Pékin pour la promotion de son influence dans ces républiques, dont les marchés sont déjà inondés de produits chinois.*

Conclusion

En 2005, la « politique chinoise » de la Russie n'a pas été porteuse que de messages à l'Occident. Face à la détérioration des relations avec ce dernier, elle a joué la carte chinoise, mais elle l'a fait avec l'intention manifeste d'équilibrer cette démarche vers la RPC par des efforts pour consolider les relations avec les autres puissances asiatiques. Les autorités russes ont annoncé que des exercices militaires de même importance que « *Mirnaïa Missiia* » étaient parfaitement envisageables avec l'Inde et le Japon. Moscou s'est attachée à « rassurer » ce dernier quant aux conséquences pour les équilibres asiatiques du dynamisme de la relation stratégique Chine-Russie. Ces pays, de même que la Corée du Sud, sont considérés par Moscou comme des partenaires importants dans la réalisation de toute stratégie de développement des territoires sibériens et extrême-orientaux, pour laquelle le Kremlin ne souhaite pas avoir la RPC pour unique partenaire.

Il est également intéressant de noter qu'au niveau des experts et des commentateurs russes, nombreux sont ceux qui estiment que viser des relations d'égalité avec le « centre de puissance » chinois constitue une gageure ; ils privilégient par conséquent une « alternative européenne », les relations avec l'UE étant jugées moins déséquilibrées... Cette position

¹⁹ *Russia's China Problem*, Centre Carnegie de Moscou, 1999.

²⁰ Cette situation serait favorisée par l'efficacité de l'espionnage chinois, ou encore par la coopération de la RPC avec le Pakistan, qui offre à Pékin un accès à des technologies occidentales, ainsi que par les coopérations internationales qu'elle a établies dans la production de biens civils et qui lui ont ouvert un certain accès à des technologies duales étrangères.

n'est certes pas dominante au sein des élites russes. Par exemple, Konstantin Poulikovskii, représentant présidentiel du District fédéral Extrême-Orient jusqu'en novembre dernier, déclarait en juillet 2005 que le rapprochement sino-russe constituait un objectif géopolitique majeur de la Fédération de Russie, visant à « *renforcer les positions de la Russie dans le monde* » et motivé en partie par le fait que « *l'Union européenne n'aime pas véritablement la Russie* » et cherche à « *atténuer son influence dans les affaires européennes* »²¹. Toutefois, un nombre suffisant d'indices laisse entendre que si, à l'avenir, la Russie poursuivra le développement de ses relations avec la RPC, elle cherchera certainement à ne pas s'engager dans un partenariat trop exclusif avec elle.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

²¹ Cité in Mark A. Smith, « Russian Foreign Policy: A Chronology », July/September 2005, disponible sur le site du Conflict Studies Research Centre, <http://www.da.mod.uk/CSRC>.